Section de l'Yonne

Solidaires Finances Publiques – Syndicat National

Compte-rendu du comité technique local du 20 mai 2016 :

LE BAROMETRE S'AFFOLE

Le comité technique local (CTL) s'est réuni le 20 mai pour évoquer plusieurs points à l'ordre du jour.

En propos liminaires, Solidaires Finances Publiques a rappelé que la situation de la DGFIP imposait de tirer la sonnette d'alarme: les restructurations, suppressions d'emplois et choix budgétaires pèsent au quotidien sur les conditions de travail des agents, dont la démotivation augmente d'année en année.

Nous avons demandé au directeur d'intervenir auprès de la direction générale pour prendre des mesures en faveur des agents: emplois, garanties, rémunération.

MODIFICATIONS DU PROJET DE RESTRUCTURATIONS 2017

En premier lieu, l**e projet d'adaptation des structures et du réseau 2017** a subi des modifications suite à sa présentation à la Direction Générale.

Si les fermetures des trésoreries de Chéroy et l'Isle-sur-Serein au 01/01/2017 ont été validées par la DG, les projets de transferts des SIE et de regroupement des services de l'enregistrement ont été modifiés:

- transfert maintenu des SIE de Joigny vers Sens et de Tonnerre vers Auxerre au 01/01/2017
- report du transfert du SIE d'Avallon vers Auxerre au 01/01/2018
- maintien de la fusion des SPF 1 et 2 d'Auxerre au 01/09/2017, et de celui de Joigny avec Sens
- création d'un pôle d'enregistrement départemental sur Auxerre arrimé au SPF fusionné d'Auxerre au 01/09/2017
- maintien du transfert du recouvrement des amendes sur le SIP d'Auxerre
- maintien du transfert de la gestion des établissements médicaux-sociaux

Concernant le transfert des SIE, la norme imposée par la DG est de ne pas fusionner plus de 2 SIE en même temps.

La direction a décidé de privilégier le transfert au 01/01/2017 du SIE de Tonnerre en raison des agents souhaitant suivre leur mission à Auxerre. Par contre le report du transfert du SIE d'Avallon ne remet pas en cause le déménagement futur du SIP/SIE rue Bocquillot, sans qu'une date ait pu être avancée.

Les agents de catégorie B et C des SIE de Tonnerre et Joigny qui ne souhaitent pas suivre leur mission seront maintenus sur leur service d'origine, de fait, le SIP, où ils exerceront des missions relevant uniquement du SIP, éventuellement à distance pour d'autres SIP.

Section de l'Yonne

Concernant la création d'un pôle unique d'enregistrement sur le chef-lieu au 01/09/2017, la direction générale a rejeté la proposition de la direction locale de maintenir deux sites, car la mission enregistrement n'atteint pas la taille critique permettant d'avoir 2 pôles.

Suite à la demande de Solidaires Finances Publiques de connaître la taille critique requise, le directeur a indiqué n'avoir aucune information.

Le service fusionné SPF/enregistrement (SPFE) d'Auxerre est conditionné par la mise à jour des applications Fidji et Fidji enregistrement et sera mis en place au 01/09/2017.

Pour Solidaires Finances Publiques, l'argument de la professionnalisation des agents au sein d'un service unique ne tient pas puisque certains agents compétents ne suivront pas la mission, entraînant ainsi une perte de « sachants ».

Pour le directeur, il ne s'agit que d'un problème de formation, d'autres agents apprendront le métier.

Les agents relevant du périmètre de la restructuration de l'enregistrement seront identifiés au 01/09/2016 après le mouvement de mutation local. La direction a calibré le transfert de 5 emplois issus du SIE d'Auxerre, et 3 emplois issus du SIE de Sens.

Les agents du périmètre ne souhaitant pas suivre la mission seront maintenus au SIE d'origine (affirmation de la direction).

Solidaires Finances Publiques a voté contre ces nouvelles propositions

LE TABLEAU DE BORD DE VEILLE SOCIALE

LE BAROMETRE SOCIAL

Il ressort du tableau de bord 2015 que certains services sont plus impactés que d'autres par les arrêts maladie et les écrêtements.
Les écrêtements sont essentiellement mensuels.

Solidaires Finances Publiques a demandé que les services concernés soient identifiés afin que des mesures de soutien soient mises en place par la direction.

Les résultats du baromètre social dans l'Yonne sont plus qu' inquiétants:
79 % des agents estiment que l'on ne porte pas assez d'importance aux conditions et à la qualité de vie au travail, et 85 % estiment que la part d'écoute des agents n'est pas assez importante.
La charge de travail est de loin la première cause du stress des agents.

Concernant le baromètre local, la direction a retenu de son côté plusieurs thèmes significatifs pour l'Yonne qui sont en net décalage par rapport au baromètre national:

Inadaptation des outils informatiques, ressenti dans l'urgence de travail, ressenti face à l'agressivité de l'usager, mauvaise perception de l'évolution de la DGFIP, climat social dégradé, manque d'information sur les orientations stratégiques, stress au travail, baisse de la fierté de l'appartenance à la DGFIP.

Pour la direction, le stress est multifactoriel; une des causes peut être liée à la défiliarisation au sein de la DGFIP. En effet, nos métiers sont très techniques et nécessitent une formation

adaptée. La défiliarisation a un impact non seulement sur les agents mutés ou promus sur un nouveau poste, mais aussi en cascade sur leurs collègues.

Pour Solidaires Finances Publiques, les chiffres sur l'intérêt des agents pour leur travail montrent bien que ce n'est pas le travail en lui-même qui est en cause, mais bien les conditions dans lesquelles il est exercé.

Solidaires Finances Publiques pense qu'il faudrait mettre en place des solutions d'écoute et de réponses concrètes pour résoudre le stress lié au sentiment de ne pas pouvoir faire face et de travailler dans l'urgence.

D'autre part, Solidaires Finances Publiques estime que le manque de communication au sein de notre direction exprimé par les agents révèle un malaise dans notre département.

Ce malaise n'a pas encore été analysé par notre direction...

Solidaires Finances Publiques a donc demandé au directeur de tenir un groupe de travail afin d'analyser plus finement le tableau de veille sociale et le baromètre social, et proposer des solutions et des actions à mener pour améliorer les conditions de travail des agents de notre département.

REORGANISATION IMMOBILIERE DE LA DIRECTION

Des travaux vont avoir lieu rue Marie Noël dans les anciens locaux de la caisse des dépôts: réaménagement complet du hall d'accueil, afin d'accueillir début septembre un grand service compta/produits divers.

D'autres services de la direction vont être impactés et redispatchés, y compris dans l'ancien logement de fonction du DDFIP qui sera occupé par les évaluateurs des domaines.

Les services de la direction du pôle fiscal actuellement installés rue des Moreaux au 3ème étage vont intégrer les locaux de la direction rue Marie Noël.

La direction devrait disposer d'une enveloppe budgétaire conséquente permettant d'effectuer des travaux dans les bureaux et de satisfaire une revendication portée par Solidaires Finances Publiques depuis 2 ans à savoir réaménager le parking de la rue Marie Noël et d'offrir ainsi des places de stationnements supplémentaires.

Dans ces conditions, il paraît surprenant que la direction ne puisse pas trouver les crédits pour installer une cloison rue des Moreaux pour séparer les bureaux du PCE et du PCRP

Dans le cadre des restructurations au 01/01/2017, des réaménagements de locaux seront réalisés rue des Moreaux pour accueillir le SIE de Tonnerre.

Solidaires Finances Publiques a demandé que la direction ait une approche globale incluant non seulement la venue du SIE de Tonnerre, mais aussi le PCE, le PCRP, le transfert de l'enregistrement au SPF et l'anticipation de l'arrivée ultérieure du SIE d'Avallon.

Nous avons également demandé que les plans des travaux soient communiqués à l'inspecteur hygiène et sécurité ainsi qu'au médecin de prévention pour avis et que les souhaits des agents soient recueillis, ainsi que ceux du CHSCT.

La direction a précisé que ces réorganisations immobilières s'inscrivaient dans la suite logique de l'adaptation des structures et du réseau. Celle-ci est loin d'être terminée puisque le

Section de l'Yonne

service France Domaine sera, à terme, éclaté entre une gestion domaniale en local et un service d'évaluation régional à Dijon avec une antenne à Besançon.

QUESTIONS DIVERSES

Inondations rue des Moreaux à Auxerre:
Des travaux ont été réalisés en fin d'année 2015 mais les infiltrations persistent. La direction a fait valoir la garantie décennale, et demandé le soutien juridique de la DG pour ce dossier.

Droits des volontaires du service civique:
Solidaires Finances Publiques a demandé au directeur que les personnes recrutées au titre du service civique soient informées de leurs droits (congés, facilités horaires, autorisations d'absence), ainsi que les chefs des services concernés.

Informatique à la DDFIP 89:
Nous avons réitéré notre demande de tenue d'un CTL sur le sujet de l'informatique, notre courrier officiel étant resté sans réponse.

Recherche d'intérimaires:
En réponse à notre question sur le nom des chefs de services par intérim sur les SIE de Sens (vacance du poste du 01/06/16 jusqu'au 01/10/16) et CDIF d'Auxerre (vacant au 01/09/16), la direction a indiqué qu'elle allait y réfléchir.

Les dates des CAP locales de mutation et de recours en notation ne sont pas déterminées à ce jour (début juillet ?).

Avec les restructurations en cours et à venir, nul ne peut désormais douter que la DG veut casser notre outil de travail, et personne ne sera épargné.

La prochaine étape, selon notre DDFIP, sera de nous interroger sur le maintien de certaines missions au sein de la DGFIP.

TOUS ENSEMBLE, SOYONS VENT DEBOUT CONTRE CEUX QUI VEULENT DETRUIRE NOS EMPLOIS, NOS MISSIONS, NOS CONDITIONS DE VIE AU TRAVAIL!!!

PARTICIPONS MASSIVEMENT A LA GREVE DGFIP DU 2 JUIN 2016

Les représentants de Solidaires Finances Publiques:

Valérie DE PALMA
Nadine ROGER
Hassan LARIBIA
Jean-François DURET

Balf syndicale:
solidairesfinancespubliques.ddfip89@dgfip. finances.gouv.fr